

	sexe masc. %	sexe fém. %	sexe m.	sexe f.
1850—1859	48,5	51,5	} 46,1	53,9.
1860—1869	43,7	56,3		

Comme on le voit par ce tableau comparatif le nombre des femmes nonagénaires est en général plus élevé (8%) que celui des nonagénaires du sexe masculin et la différence de proportion entre les nonagénaires des deux sexes est la même de nos jours qu'elle l'était à la fin du siècle passé.

Il nous reste à dire que l'âge le plus élevé qui ait été atteint, est celui de 105 ans. Cet âge a été atteint en 1761 par un homme des Verrières et en 1768 par une femme de la Sagne. En 1764 nous trouvons mentionné dans les registres mortuaires le décès d'une femme âgée de 103 ans, dans la paroisse de Dombresson-Savagnier. En 1770 celui d'une femme âgée de 100 ans, dans la paroisse de Valangin-Boudevilliers. En 1780 celui d'un homme âgé de 100 ans dans la paroisse de Lignièrès, et celui d'une femme âgée de 100 ans dans la paroisse de la Sagne.

De 1801 à 1809 nous trouvons 1 centenaire dans la rubrique: âgé de 100 à 103 ans.

De 1820 à 1829, 2 centenaires, dont l'un âgé de 100 et l'autre de 103.

De 1830 à 1839, 2 centenaires, âgés de 100 ans.

De 1850 à 1859, 1 centenaire, âgé de 100 ans.
De 1860 à 1869, 2 centenaires, l'un de 100 et l'autre de 101 ans.

En récapitulant les centenaires nous voyons que il y eut parmi les décédés

de	centenaires	
1761—1769	3	} 2,5
1770—1779	2	
1780—1789	1	} 0,5
1790—1799	0	
1801—1809	1	} 0,5
1810—1819	0	
1820—1829	1	} 1,5
1830—1839	2	
1850—1859	1	} 1,5
1860—1869	2	
moyenne:		1,3.

Encore ici nous voyons que la proportion des centenaires est restée à peu près la même aux différentes époques. Nous devons rappeler que lorsqu'il a été question précédemment des nonagénaires, les centenaires étaient compris dans cette rubrique.

Comme conclusion nous croyons pouvoir dire que dans le canton de Neuchâtel le nombre des cas de longévité exceptionnelle n'a pas sensiblement diminué pendant les deux ou trois dernières générations.

Statistik der kantonalen Centralverwaltungen der Schweiz auf das Jahr 1875.

Von A. Chatelanat.

(Fortsetzung.)

Glarus (Landsgemeinde).

Bevölkerung 35,150. Flächeninhalt 30 □ Stunden
= 691 □ Kilom.

I. Gesetzgebende souveräne Behörde.

Die Landsgemeinde versammelt sich laut Verfassung im Jahr einmal und zwar wo möglich im Laufe des März, eventuell auch wenn der dreifache Landrath es nöthig findet. Jeder stimmbfähige Landmann ist verpflichtet, gesetzliche Ehehaften vorbehalten, an der Landsgemeinde zu erscheinen und „so zu stimmen, wie er es vor Gott und dem Vaterland verantworten kann“.

II. Oberste Aufsichts- und vorberathende Behörde

ist der dreifache Landrath. Derselbe besteht aus den 9 Mitgliedern der Standeskommission, den 38 Mitgliedern des Rathes (heissen Rathsglieder), und den 76 des

Landraths (heissen Landräthe). Totalzahl 123 = 3 auf 1000 Seelen. Ist vorberathende Behörde für die Geschäfte der Landsgemeinde, übt die Aufsicht über die administrativen und richterlichen Behörden, wählt die Präsidenten der Rathskommissionen und die Verwalter der Landeskapitalien.

III. Die eigentliche Regierungsbehörde ist

1) der Rath,

laut Verfassung die oberste Vollziehungs- und Verwaltungsbehörde. Er besteht aus den Mitgliedern der Standeskommission und aus 1 Mitglied auf 1000 Seelen = 38, Totalzahl somit 47.

2) Die Administration ist nach dem Kommissionalssystem eingerichtet.

Der „Rath“ wählt aus seiner Mitte folgende Rathsabtheilungen:

1. Die Haushaltungskommission.
2. „ Militärkommission.
3. „ Schulkommission.
4. „ Sanitätskommission.
5. „ Polizeikommission.
6. „ Strassen- und Baukommission.
7. „ Landesarmenkommission.
8. „ Handelskommission.
9. „ Landesschatzungskommission.

Ferner erscheinen ausser diesen im Staatskalender noch folgende Kommissionen:

10. Die Bibliothekskommission.
11. „ Fallimentskommission.
12. „ Viehschaukommission.
13. „ Entwässerungskommission.

Der Rath vollzieht die Gesetze und Beschlüsse der Landsgemeinde, erlässt die erforderlichen Verordnungen, beaufsichtigt sämtliche Rathskollegien, entwirft das Budget und erstattet dem dreifachen Landrath Bericht.

3) Eine engere Abtheilung des Raths, die eigentliche vollziehende Behörde ist die Standeskommission aus 9 Mitgliedern bestehend. Laut Verfassung vertritt sie für minder wichtige Regierungsgeschäfte den „Rath“.

Die Standeskommission wird mit Inbegriff des Landammanns und Landesstatthalters von der Landsgemeinde gewählt.

Die Standeskommission selbst theilt sich noch („zur Vereinfachung des Geschäftsganges“ sagt die Verfassung) in zwei Sektionen und zwar in interessanter Weise wie folgt: die erste Sektion besteht aus sämtlichen Mitgliedern, die zweite mit Inbegriff des Präsidenten aus 3 Mitgliedern nach der Kehrordnung.

4) Der Landammann (von der Landsgemeinde gewählt) ist Präsident der Landsgemeinde, im dreifachen Landrath, im Rath und in der Standeskommission.

Der Landesstatthalter ist sein Stellvertreter.

Der Landessekkelmeister wird ebenfalls aus der Mitte des Raths vom dreifachen Landrath gewählt.

5) Der Letztere wählt ferner als eigentliche Beamte der Administration die Strassen-, Polizei-, Salz- und Zeughausdirektoren, den Kantonskriegskommissär, den Milizinspektör und die Verwalter von Landeskaptalien.

Dieselben sind meistens oder sämtlich Rathsmitglieder.

Die Regierungskanzlei mit Inbegriff der Abtheilung Hypothekarkanzlei wird von 3 Rathsschreibern besorgt.

Für das Kantonsarchiv ist ein besonderer Archivar.

IV. Richterliche Gewalt.

1. Das Appellationsgericht aus 7 Mitgliedern.
2. „ Kriminalgericht „ 7 „ „ wovon der Präsident und 4 Mitglieder das Polizeigericht bilden.

3. Das Civilgericht aus 7 Mitgliedern.
4. „ Ehegericht „ 7 „
5. „ Augenscheinsgericht „ 5 „

Bei Ausstandsfällen kann bei den Gerichten 2 bis 5 Vertretung von einem Gericht in's andere nach verfassungsmässiger Reihenfolge stattfinden.

Sonst sind aber diese Gerichte aus je andern Personen gebildet; dagegen sind viele Rathsherrn zugleich Gerichtsmitglieder.

6. Vermittleramt per Wahlgemeinde.
7. 1 Verhörrichter mit 1 Verhörschreiber.
8. Staatsanwalt (neu kreirt).

V. Bezirksverwaltung.

17 Gemeinden mit je 1 Präsident, 1 Polizeivorsteher, 1 Waisenvogt, 1 Schatzungskommission für Schuldbetreibung.

Fribourg (Démocratie représentative).

Population 110,409. Superficie 72,44 lieues carrées = 1669 □ Kilom.

I. Pouvoir législatif.

Appartient à un Grand Conseil. Un député par 1200 âmes de population. Nombre total 90.

La durée de chaque législature est de cinq ans.

Les sept cercles électoraux correspondent aux districts administratifs. Chaque section des cercles électoraux comprend une commune.

Les députés représentent le canton et ne reçoivent pas de mandat impératif.

Les attributions sont les mêmes qu'ont généralement les Grand Conseils ou Kantonsräthe.

II. Pouvoir exécutif et administratif.

Est confié à un *Conseil d'Etat*, composé de 7 membres, élus par le Grand Conseil. Durée de la fonction: cinq ans. Le président est nommé par le Grand Conseil pour une année.

III. Directions et administrations.

Chancellerie d'Etat: un chancelier, un vice-chancelier, un registrateur, deux buralistes. *Archives d'Etat*: un archiviste et un sous-archiviste.

1. Direction de l'instruction publique.

- a) Une commission des études: 5¹;
- b) Bibliothèque cantonale et Musée des antiquités: un bibliothécaire;

¹ Président: le directeur de la direction.

- c) Un conservateur des Musées et une commission des Musées.
- d) Inspecteurs des écoles: 19.
- e) Commission scolaire centrale réformée, siégeant à Morat.

2. Direction de la Justice et des Cultes.

- a) Commission de législation¹: 4 membres.
- b) Culte catholique: Commission de surveillance des biens du clergé catholique: 4 membres.
- c) Culte protestant.
Commission synodale réformée.
Commission centrale administrative des biens du clergé réformé.

3. Direction des Finances.

- a) Bureau central de l'impôt.
- b) Trésorerie d'Etat²:
Un trésorier, un receveur général, deux secrétaires comptables.
- c) Commissariat général et enregistrement. Commissaire général et directeur de l'enregistrement.
- d) Administrations des sels et boissons.
- e) Caisse d'amortissement de la dette publique.
- f) Banque cantonale.
- g) Caisse hypothécaire.
- h) Fonctionnaires dans les districts:
 - A. Commissaires-géomètres: 18.
 - B. Receveur d'Etat: 7.
 - C. Contrôleurs des hypothèques: 1 dans chacune des 13 sections.
 - D. Inspecteurs des forêts: 1 inspecteur en chef et 3 inspecteurs pour 3 arrondissements forestiers.

4. Direction de l'Intérieur.

- a) Commission de l'hospice³ cantonal: 8 membres.
- b) Une commission spéciale pour l'hospice des aliénés à Marsens.
- c) Commission de l'industrie et du commerce: 6 membres¹ et 4 suppléants.
- d) Commission d'agriculture: 6 membres¹.
- e) Commission pour l'amélioration de la race chevaline¹: 5 membres.
- f) Commission pour l'amélioration de la race bovine et porcine: 5 membres¹.

5. Direction des travaux publics.

- a) Inspecteur des ponts et chaussées.
- b) Intendance des bâtiments.
6 contrôleurs des routes.

6. Direction de la Police.

- a) Bureau de la police centrale¹.
- b) Commission de santé: 5 membres¹.
- c) Commission d'assurance des bâtiments contre l'incendie: 6 membres¹.
- d) Gendarmerie: Commandant.
- e) 1 directeur de la maison de force à Fribourg et 1 directeur de la maison de correction.

7. Direction de la Guerre.

- a) 1 chef de l'état-major cantonal (instructeur en chef) et 1 adjoint, chef de l'armée de l'infanterie².
- b. Commissaire des guerres et inspecteurs des arsenaux.

IV. Pouvoir judiciaire.

1. Tribunal cantonal.

Composé de 9 membres et 9 suppléants. Durée de la fonction: 8 ans.

Nomination par le Grand Conseil qui nomme aussi le Président pour une année.

Le tribunal cantonal revêt les fonctions de Tribunal de *cassation* pour aussi longtemps qu'elles n'auront pas été déferées à une cour spéciale.

La chambre d'accusation est formée de 3 membres.

2. Tribunal de commerce.

La constitution laisse facultatif d'établir plusieurs tribunaux de commerce. L'almanach pour 1875 n'en mentionne qu'un qui est composé de 5 membres, d'un greffier, et de 8 suppléants.

3. Cours d'assises.

L'article 69 de la constitution fribourgeoise rend facultatif l'institution du jury en matière criminelle, pour les délits politiques et pour les délits de la presse.

Il existe actuellement trois cours d'assises dans trois ressorts (Romont, Fribourg et Morat). Ces cours sont indépendantes du tribunal cantonal, les présidents ne sont point membre de ce dernier tribunal.

4. *Ministère publique*: Le procureur-général. Figure sous la direction de la justice.

5. Les *Tribunaux d'arrondissements*, composés d'un président, de 4 membres et de 4 suppléants, qui tous sont nommés individuellement pour huit ans par le tribunal cantonal et le Conseil d'Etat réunis.

¹ Président: le directeur de la direction.

² Kantonsbuchhalterei.

³ Chef ou président en est le directeur de la police

¹ Président: le directeur de la direction.

² Obsolete par suite de la loi fédérale.

6. La justice de paix est exercée dans 29 cercles par un juge de paix et deux assesseurs.

V. Administration générale des districts.

7 districts et arrondissements judiciaires.

Pour chacun: 1 préfet, 1 lieutenant de préfet et 1 secrétaire; 1 receveur.

18 commissaire-géomètres.

Solothurn. (Referendum und Initiative).

Bevölkerung 74,713. Flächeninhalt 34,06 □ Stunden = 785 □ Kilometer.

Neue Verfassung vom 12. Dezember 1875. Referendum über alle Gesetze und allg. verbindlichen Beschlüsse, sowie über Gesamtausgaben von Fr. 100,000 oder jährlich wiederkehrende neue Verwendung von Fr. 20,000.

I. Gesetzgebende Behörde

ist der Kantonsrath. Je 1 Mitglied auf 650 Finwohner auf 5 Jahre (5 jährige Amtsperioden). Totalzahl circa 115.

Kommissionen des Kantonsraths:

1. Petitionskommission; 1 Staatswirthschaftskommission; 1 Justizkommission und 1 Gesetzgebungskommission. Ein Redaktor der Kantonsrathsverhandlungen.

II. Vollziehende Behörde

der Regierungsrath.

5 Mitglieder auf 5 Jahre gewählt. Präsident: der Landammann, auf 1 Jahr gewählt.

Dem Regierungsrath werden 3 Suppleanten beigegeben. Der Staatsschreiber ist Protokollführer.

Abtheilungen:

Staatskanzlei. 1 Staatsschreiber, 4 Kanzleisekretäre, 4 Weibel.

1. Finanzen und Militär.
2. Erziehung und Justiz.
3. Inneres, Gemeinde- und Armenwesen.
4. Bauten, Katasterwesen und Forsten.
5. Polizei, Sanität und Landwirthschaft.

Beamte:

Staatskassaverwalter; Kantonsbuchhalter.

1 Verwalter der Getränksteuer, 1 der Salzkassa und 1 des Lagerhauses.

Verwalter der Brandversicherungsanstalt. Kantonal-Ersparniskasse.

1 Kantonsingenieur und 1 Kantonsarchitekt.

8 sogenannte Bauadjunkten (Bezirksingenieure).

1 Oberförster. Die Bauadjunkten sind zugleich Bezirksförster und Katasterführer.

Katasterdirektion.

Eine Schulsynode von 20 Mitgliedern, wovon 10 von den Bezirks-Lehrervereinen und 10 vom Regierungsrath gewählt.

Sanitätskollegium: 5 Mitglieder. Präsident ist der Sanitätsdirektor.

Direktor der Strafanstalt.

Prüfungskommissionen für

a) Geometer, b) Geistliche, c) Advokaten, Notare und Kandidaten der Gerichtsschreiberei.

III. Richterliche Gewalt.

1. Das Obergericht, 7 Mitglieder und 3 Suppleanten. Theilt sich in

2. eine Anklagekammer: 3 Mitglieder des Obergerichts, vom Kantonsrath jährlich ernannt.

3. Der Schwurgerichtshof, besteht aus 3 Mitgliedern, wovon nur der Präsident Mitglied des Obergerichts ist.

4. Das Kassationsgericht zählt 7 Mitglieder, wovon 3 Oberrichter; die Uebrigen Suppleanten des Obergerichts.

5. 1 Staatsanwalt und 1 Stellvertreter.

6. Ein Kantonskriegsgericht und ein Kassationsgericht.

7. Amtsgerichte.

8. Amtsgerichtspräsident.

9. Friedensrichter.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

5 Oberämter. Je 1 Oberamtmann, 1 Amtsstatthalter, 1 oder 2 Amtsschreiber nebst mehreren Sekretären, 1 Bezirksschulkommission.

Basel-Stadt.

Die durch die neue Verfassung vom 10. Mai 1875 bestimmte neue Behördeorganisation ist noch nicht beendet, wir lassen dieselbe im Nachtrag folgen.

Basel-Land. (Referendum und Initiative).

Bevölkerung 54,127. Flächeninhalt 18,30 □ Stunden = 421 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende und aufsehende Gewalt.

Der Landrath. 1 Mitglied auf 800 Seelen, resp. 1 auf Bruchzahlen über 400. Totalzahl 67.

Ordentliche Versammlung alle 3 Monat. Amtsdauer 3 Jahre.

Wer ohne wichtige Gründe drei unmittelbar auf einanderfolgende Sitzungstage versäumt, entsagt dadurch seiner Stelle.

Obligatorisches Referendum über alle Gesetze, allgemein verbindlichen Beschlüsse und Verträge.

II. Vollziehende Behörde.

Regierungsrath: 5 Mitglieder, vom Volk gewählt auf 3 Jahre.

Dürfen keine andern Aemter noch Nationalrathstellen bekleiden.

Der Präsident wird vom Landrath auf 1 Jahr gewählt.

Landeskanzlei.

Deren Personal besteht aus dem Landschreiber, dem ersten Kanzleisekretär und 3 Sekretären, welche das Sekretariat bei den verschiedenen Direktionen versehen.

Staatsarchiv.

Jetzige Direktionseintheilung:

1. Baudirektion.
2. Justiz- und Kirchendirektion.
3. Direktion des Innern.
4. Erziehungs- und Finanzdirektion.
5. Polizei- und Militärdirektion.

Unter der Finanzdirektion steht:

- a. die Staatskassaverwaltung.
Fernere selbstständige Verwaltungen:
- b. des kantonalen Landarmenguts,
- c. des Kirchen- und Schulguts des reformirten Kantons-theils.
- d. eine solche des katholischen Landestheils Birseck.
- e. die Birseckische Verwaltung, Birseck katholisch; genießt nach den Wiener Verträgen besondere Vorrechte; bezahlt keine Lehen und Erbzinsfälle etc.,
- f. die kantonale Brandversicherungsanstalt; für diese und das Salzmonopolwesen zusammen ist ein besonderer Sekretär.

Unter der Polizeidirektion steht speziell die ganze Kantonspolizei und 1 Sanitätsrath von 4 Mitgliedern, wovon der Polizeidirektor Präsident ist.

III. Richterliche Behörden.

1. Obergericht. 7 Mitglieder. Vom Landrath auf 3 Jahre gewählt.

Höchste Instanz für bürgerliche und Straffälle und Aufsichtsbehörde über die untern Instanzen und das Notariat.

Untere Gerichte:

2. Das Kriminalgericht: 7 Mitglieder, auf 3 Jahre vom Landrath gewählt.

Erste Instanz für alle Verbrechen.

Die Verfassung schreibt vor, es soll der Einführung der Geschwornengerichte durch Konkordat etc. möglichst Hand geboten werden.

3. 5 Mitglieder des Kriminalgerichtes bilden das korrektionelle Gericht für leichtere Straffälle.

4. Obergerichtskanzlei.

5. Staatsanwaltschaft.

Im Fernern anerkennt die Verfassung die Eintheilung des Kantons in 5 Gerichtsbezirke und überlässt die Organisation dem Gesetz.

6. 5 Bezirksgerichte.

7. 5 Präsidenten.

8. 17 Friedensrichter.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

4 Bezirke mit 1 Statthalter und 1 Bezirksschreiber, zugleich das ganze Notariatswesen besorgend.

Beide zusammen bilden das Bezirksamt, welches das ganze Konkurswesen besorgt.

Schaffhausen.

Veto innert 40 Tagen nach Erlass eines Gesetzes.

Bevölkerung 37,642. Flächeninhalt 13,02 □ Stunden = 300 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende Gewalt.

Grosser Rath. 14 Wahlkreise. Auf 600 Seelen 1 Mitglied. Totalzahl 62. Beziehen nach der Verfassung nur Entschädigung bei über 1 Stunde Entfernung.

Petitionskommission von 5 Mitgliedern.

Staatswirtschaftliche Kommission von 5 Mitgliedern.

II. Administrativ-Behörden.

Regierungsrath: 7 Mitglieder (wählbar nach zurückgelegtem 30. Jahr).

Die Regierungsräthe sind in der Verfassung ausdrücklich nur als Referenten der in ihr Gebiet einschlagenden Geschäfte bezeichnet.

Sie theilen sich wie folgt in: Referent über

1. Das Finanzwesen.
2. „ Polizei- und Sanitätswesen.
3. „ Kirchen- und Schulwesen.
4. „ Bau- und Forstwesen.
5. „ Justizwesen.
6. „ Militärwesen.
7. „ Gemeinde und Armenwesen.

Die nähere gegenwärtige Bestimmung dieser Eintheilung ist folgende:

Der Präsident hat das Kirchen- und Schulwesen, sowie das Kanzleiwesen.

Das Finanzwesen bildet eine Direktion.

Das Justizwesen begreift auch das Vormundschaftswesen und die auswärtigen Angelegenheiten.

Bau- und Forstwesen inclusive Strassenwesen.

Das Militärwesen ist mit dem Brandversicherungs- und dem Gewerbeswesen verbunden.

Gemeinde-, Armen- und Handelswesen, sowie die Besorgung der landwirtschaftlichen Verhältnisse sind ebenfalls vereinigt.

8. Für das Unterrichtswesen ist ein besonderer Erziehungs-rath von 7 Mitgliedern aufgestellt.

9. Ebenso ein Kirchenrath von 7 Mitgliedern.

10. Ein kaufmännisches Direktorium von 7 Mitgliedern. Die letztern 3 Kommissionen nach Verfassung, Präsident der betreffende Regierungsrath.

Staatskanzlei: Staatsschreiber, Chef; Registrator. Stellvertreter; 2 Gehülfen; 1 Polizei-Sekretär.

Kantonsarchiv: 1 Archivar und 1 Gehülfe.

Verwaltungsbeamte:

1 Kassier, 1 Buchhalter.

1 Salzadministrator, 1 Strasseninspektor, 2 Strassenmeister.

2 Kantonsforstmeister.

1 Kantonsbaumeister.

1 Verrifikator der Bannvermessungen.

1 Rechnungsrevisor.

Direktor der Strafanstalt.

3 Schulinspektoren.

3 Bezirksärzte.

Brandversicherungsanstalt.

6 Theilungs- und 6 Waiseninspektoren.

III. Justiz-Behörden.

1. Obergericht: 7 Mitglieder.

Letzte Instanz für alle appellablen Civilrechtshändel und Straffälle.

Untere Gerichte:

2. Das Kantonsgericht aus 7 Mitgliedern. Beurtheilt bis zur Einführung der Schwurgerichte die Criminal- und Zuchtpolizeifälle, welche nicht in die Kompetenz des Bundesgerichts fallen; ebenso die Matrimonialhändel.

3. 6 Bezirksgerichte aus 5 Mitgliedern, durch das Volk gewählt.

4. Bezirksgerichtspräsident.

5. Friedensrichter durch die Gemeinden gewählt.

Die Staatsanwaltschaft mit 1 Adjunkt.

Das Verhöramt.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

6 Bezirke gleich den Bezirksgerichtsbezirken.

Appenzell Ausser-Rhoden. (Landsgemeinde.)

Bevölkerung 48,726. Flächeninhalt 11,31 □ Stunden = 261 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende Gewalten.

1. Die Landsgemeinde besteht aus allen Landeuten und den wenigstens seit einem vollen Jahr im Kanton gesetzlich niedergelassenen Schweizerbürgern, die den Religionsunterricht erhalten und das 18. Jahr zurückgelegt haben. Es besteht Verpflichtung zum Besuch der Landsgemeinde unter Androhung von Busse. Präsident der regierende Landammann.

Jeder Stimmfähige hat das Recht, Anträge vor die Landsgemeinde zu bringen, die aber vorher dem Grossen Rathe vorzutragen sind; ist dieser anderer Ansicht, so kann der Antragsteller die Sache gleichwohl vor die Landsgemeinde bringen, „er soll aber selbst auf den Stuhl gehen und die Sache mit Anstand vortragen“. Die Landsgemeinde wählt insbesondere 2 Landammänner, wovon 1 als regierender Landammann Präsident der Landsgemeinde, des Grossen Rathes und der Standeskommission ist, dann 2 Landesstatthalter, 1 Landesseckelmeister, 1 Landeshauptmann, 1 Landesfähnrich, die 13 Oberrichter.

2. Der Grosse Rath ist nach der Landsgemeinde die höchste Behörde im Lande (Präsident der regierende Landammann).

Er besteht aus den 7 Landesbeamteten und aus den Abgeordneten der Gemeinden, die von den Kirchhören frei aus allen wahlfähigen schweizerischen Einwohnern der Gemeinde gewählt werden. Eine Gemeinde von bis 1000 Einwohnern wählt 1 Mitglied, eine solche von über 1000 bis 2000 Seelen 2 Mitglieder. Totalzahl 57 Abgeordnete, die 7 Mitglieder der Standeskommission und Rathes- und Landschreiber = 66. Im Verhinderungsfall können die Mitglieder von den resp. Gemeinden durch andere ersetzt werden.

Im Grossen Rath haben auch der Rathschreiber und der Landschreiber beratende Stimme.

Versammlung abwechselnd in Trogen und in Herisau.

Kompetenzen: Sorge für das Beste von Kirche und Schule, Ueberwachung der Verwaltung, Erlass der ausführenden Verordnungen, Bestellung der Kommission, Wahl der Verwaltungsbeamten.

II. Vollziehende engere Behörde.

Die Standeskommission besteht aus den 7 von der Landsgemeinde gewählten Landesbeamteten (Präsident der regierende Landammann).

Das Kommissionalsystem ist vorherrschend; die Kommissionen werden vom Grossen Rath ernannt.

1. Kirchenkommission: 7 Mitglieder, wovon als Laien

die beiden Landammänner, 1 Landesstatthalter und 4 Geistliche.

Die Verfassungsbestimmungen in diesem Gebiet sind sehr naiv.

2. Landesschulkommission: 7 Mitglieder; der Landammann als Präsident, 1 Pfarrer und die übrigen Grossräthe.

3. Aufsichtskommission der Kantonsschule und eine solche für das Seminar.

4. Militärkommission: 5 Mitglieder, wovon der Landammann Präsident.

5. Justizkommission: 3 Mitglieder.

6. Sanitätskommission: 6 Mitglieder und 2 Assessoren.

7. Bau- und Strassenkommission: 7 Mitglieder, wovon 1 Landesstatthalter, 1 Oberrichter und 5 Grossräthe.

8. Assekuranzkommission: 5 Mitglieder, wovon dato 4 Grossräthe und der Landeshauptmann.

9. Frachtkommission: 2 Mitglieder.

10. Bussenrechnungskommission: 5 Mitglieder; der Landesfährdrieh und 4 Grossräthe.

11. Forstkommission; 3 Grossräthe.

12. Die Synode, nach Verfassung bestehend aus den 7 Landesbeamteten und allen Pfarrern.

13. 2 Landespolizeiverwalter.

III. Richterliche Gewalt.

NB. Bei Streitigkeiten zwischen Kantonseinwohnern dürfen laut Verfassung bei keinem Gericht Advokaten zugelassen werden. Gerichtsgebühren werden keine bezogen.

1. Das Obergericht: 13 Mitglieder, von der Landsgemeinde gewählt. Ein Obergerichtsschreiber, vom Grossen Rath ernannt.

Ist höchste und letzte Instanz bei Prozessen und Straffällen.

2. Die Kleinen Rätthe. Sind Gerichte zweiter Instanz für Streitigkeiten und Straffälle. Es sind zwei solche Gerichte, eines hinter der Sitter, eines vor der Sitter.

Jedes besteht aus 13 Mitgliedern, welche von den Kirchhören aus allen wahlfähigen schweizerischen Einwohnern gewählt werden. Die Präsidenten werden vom Grossen Rath gewählt. Versammeln sich monatlich abwechselnd an fünf verschiedenen Orten.

3. Das Kriminal- und Polizeigericht.

Wird vom Grossen Rath aus der Mitte der Kleinen Rätthe gewählt. Besteht aus 7 Mitgliedern, wovon 3 vom Kleinen Rath hinter und 4 vom Kleinen Rath vor der Sitter. Sitzungsort: Trogen.

Beurtheilt erstinstanzlich alle von dem Kantonalverhöramt untersuchten Kriminal-, Vaterschafts- und Polizeifälle, welche ihm von der Standeskommission überwiesen werden.

Hat keine Strafkompétenzen. Die von ihm schuldig Befundenen sind zur Bestrafung an die zuständigen Gerichte zu überweisen (Funktionen einer Polizei- und Anklagekammer).

Die Urtheile sind an das Obergericht appellabel. Umgekehrt kann das Obergericht auch von sich aus eine neue Verhandlung anordnen.

4. Das Ehegericht: 9 Mitglieder, wovon 6 Mitglieder des Grossen Raths und 3 Geistliche, alljährlich gewählt.

Der Landschreiber ist Protokollführer für die unter 2, 3 und 4 erwähnten Gerichte.

5. Gemeindeggerichte. Jede Gemeinde hat das Recht, die Gewaltentrennung auch für die Gerichte erster Instanz einzuführen. Es besteht dasselbe aus 5—11 Mitgliedern, von den Einwohnern gewählt.

Ist erste Instanz für alle Prozesssachen und Strafinstanz für Bussen bis Fr. 10.

Gemeindeggerichte haben dato nur zwei Gemeinden. Siehe unten.

6. Das Kantonalverhöramt betheht aus 1 eigentlichen Verhörriehter, dem Landammann als Präsident (!), 1 Aktuar und 2 Substituten.

7. Ein Kantonskriegsgericht.

IV. Allgemeine Bezirks- und Gemeindeverwaltung.

1. Ein besonderer Verwaltungsrath besteht in Heiden.

2. Im Uebrigen bestehen in den 20 Gemeinden als Gemeindevorstand die sog.: „Hauptleut und Rätth“. Je 7 bis 21 Mitglieder. Präsident der „regierende Hauptmann“; Stellvertreter der „Hauptmann“.

Die „Hauptleut und Rätth“ üben gleichzeitig die Gerichtsbarkeit erster Instanz, wo keine Gemeindeggerichte aufgestellt sind.

3. Die Ehegäumer, bestehend aus dem Ortspfarrer und den beiden Hauptleuten, wachen über gute Sitten, ehrbaren Wandel etc., richten ihr Augenmerk auf Eheleute, die wegen Streitigkeiten abgesondert wohnen, sie beurtheilen in erster Instanz die Eehändel und streitigen Eherversprechen, untersuchen Vaterschaftsklagen, Unzuchtsfälle etc. und überweisen sie dem Strafamt.

Appenzell Inner-Rhoden. (Landsgemeinde.)

Bevölkerung 11,909. Flächeninhalt 6,90 □ Stunden = 159 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende Gewalten.

1. Stimmfähigkeit an der Landsgemeinde, Bedingung: 20 Jahre und Schweizerbürgerrecht, ausgenommen

Beklagte und Falliten. Es besteht Verpflichtung der Teilnahme. Ebenso besteht Amtszwang.

2. **Grosser Rath**, bestehend aus den Mitgliedern der Standeskommission und 1 Mitglied auf je 250 Einwohner, von 6 Bezirksversammlungen gewählt. Totalzahl dato: 56.

Ist vorberathende und beaufsichtigende Behörde.

II. Eigentlich vollziehende Behörde.

Standeskommission: 9 Mitglieder. Von der Landsgemeinde auf 1 Jahr gewählt.

Präsident der „regierende Landammann“, auf 2 Jahre gewählt; zugleich Präsident der Landsgemeinde und des Grossen Raths.

Ferner ein stillstehender Landammann,
 „ Landesstatthalter,
 „ Säckelmeister,
 „ Landeshauptmann,
 „ Bauherr,
 „ Landesfähndrich,
 „ Armeleutsäckelmeister,
 „ Zeugherr.

Kommissionalsystem. Kommissionen:

1. **Landesschulkommission:** der Vorstand des Erziehungswesens, 5 Mitglieder und 1 Vertreter der Geistlichkeit (bischofl. Kommissär).
2. **Militärkommission:** 6 Mitglieder.
3. **Strassen- und Baukommission:** 3 Mitglieder.
4. **Kriminal- und Ausfallkommission:** 3 Mitglieder der Standeskommission.
5. **Sanitätskommission:** 4 Mitglieder.
6. **Forstkommission:** 5 Mitglieder.
7. **Vienschaukommission:** 4 Mitglieder.
8. 3 **Rechnungskommissionen.**

Die Kommissionen werden vom Grossen Rath jährlich gewählt und sind zur grossen Mehrheit aus den Mitgliedern der Standeskommission, im Uebrigen aus Rathsherrn gebildet.

Präsidenten sind die betreffenden Mitglieder in der Standeskommission.

Ferner ein Vogteirath (als Vormundschaftsbehörde) für den innern Landestheil.

Beamten:

1. **Landeskanzlei.** Zu derselben gehören:
 - a. der Landschreiber ¹,
 - b. „ Gerichtsschreiber ¹.
2. **Landesarchivariat.**
3. **Kastenvogtei der Frauenklöster** ¹.
4. **Salzdirektion** ¹.

¹ Vom Grossen Rath gewählt.

Die unter 2 bis 4 genannten Aemter werden von Mitgliedern der Standeskommission versehen.

5. **Kantonspolizeiamt** ¹. Der Landschreiber 6 bis 8, 3 Verwalter von 3 Armen-, Waisen- und Versorgungsanstalten ¹.

III. Richterliche Behörden.

1. **Kantonsgericht.** 1 Präsident und 12 Mitglieder. Jeder Bezirk muss mit 1 Mitgliede vertreten sein. Jährliche Wahl durch die Landsgemeinde. Letzte Instanz für Civilrechtsstreitigkeiten und erste und letzte Instanz für Straffälle bei Bussen von Fr. 50 oder ein halbes Jahr Gefangenschaft.

2. 2 **Bezirksgerichte.** Eines für den innern Landestheil aus 16 Mitgliedern und eines für den Bezirk Oberegg von 8 Mitgliedern, von den Bezirken nach dem Maassstab von 1 Richter auf 600 (in Oberegg auf 300) Einwohner gewählt.

Ist erste Instanz für Civilsachen; erste und letzte Instanz für Straffälle unter Fr. 50.

3. **Spangericht.** Bei dringlichen Streitfällen, sofern diese Flur und Weide, Bach und Holz, Steg und Weg betreffen, treten drei Instanzen als Spängericht auf.

Erste Instanz: 5 Mitglieder des betreffenden Bezirksgerichts.

Zweite Instanz: 11 andere Mitglieder des betreffenden Bezirksgerichts.

Dritte Instanz: das Kantonsgericht.

Augenschein und Spruch an Ort und Stelle. Vor der ersten Instanz geht Vermittlung durch 2 Mitglieder der ersten Instanz voraus.

1 Gerichtsschreiber für alle 3 Gerichte. In Oberegg ein solcher für das Bezirks- und das Spangericht.

IV. Allgememeine Bezirksverwaltung.

6 **Bezirksbehörden**, genannt:

Hauptleut und Rsth. 5 bis 15 Mitglieder. Werden von den Bezirksversammlungen aus der Mitte der Grossrathsmglieder gewählt.

Ferner 8 Kirchenräthe und 1 Schulrath für jeden Schulkreis.

St. Gallen. (Veto.)

Bevölkerung 191,015. Flächeninhalt 87,63 □ Stunden
 = 2019 □ Kilometer.

Die frühere Verfassung schrieb obligatorische Abstimmung über Gesetze und allgemein verbindlichen Be-

¹ Vom Grossen Rath gewählt.

schlüsse innert 45 Tagen vor; die Partialrevision vom 10. Juni 1875 dagegen führt das Veto ein, indem eine Abstimmung erst stattfindet, wenn dies von 6000 Stimmberechtigten innert 30 Tagen verlangt wird.

I. Gesetzgebende Gewalt¹.

Grosser Rath. Jede der 92 politischen Gemeinden wählt wenigstens ein Mitglied; die Gemeinden von über 1200 Seelen wählen auf je 1200 Seelen mehr 1 weiteres Mitglied. Totalzahl: 161. Der Präsident wird aus der Mitte des Grossen Rathes gewählt.

Gewöhnliche Kompetenzen der Grossen Räte; im Besondern ist die Befugnis der Versetzung der Regierungsräte in Anklagezustand wegen pflichtwidriger Verwaltung etc. Amtsdauer 3 Jahre.

II. Vollziehende Behörde¹.

Regierungsrath. 7 Mitglieder. Amtsdauer 3 Jahre. Präsident: Landammann, vom Grossen Rath auf 6 Monat gewählt.

Staatskanzlei.

Staatschreiber.

Der Registrator.

Departemente.

1. Militärdepartement. Vorsteher: 1 Regierungsrath.

Darunter:

Inspektor für Maass und Gewicht.

Eine Pferdeschaukommission,

Eine Rindviehschaukommission,

beide von je 3 Mitgliedern und 3 Ersatzmännern.

2. Departement des Innern.

Darunter die Archivverwaltung.

3. Erziehungsdepartement.

1. a) Erziehungsrath, Präsident: der Erziehungsdirektor, 10 Mitglieder; 6 katholisch, 5 reformirt.

Steht unter der Regierung als vollziehender Rath.

b) Eine engere Kommission des Erziehungsrathes besteht aus dem Präsidenten und 2 Mitgliedern.

2. Eine Erziehungskommission für die höhern Lehranstalten: der Erziehungsdirektor und 4 Mitglieder.

In allen 3 Kommissionen sitzt der Präsident des katholischen Administrationsrathes.

3. Ferner 15 Bezirksschulräthe; Realschulräthe, Ortsschulräthe.

4. Finanzdepartement.

Finanzkanzlei: 1 Sekretär und 2 Adjunkte.

Bezirkskommissionen für Getränkeabgabetaxation und für Schätzungen.

5. Baudepartement.

a) Strassen- und Wasserbau-Inspektorat.

b) 6 Strassenmeister für 6 Bezirke.

c) Kommissionen für die Rheinkorrektion.

d) Forstverwaltung:

Kantonalforstinspektor und 2 Bezirksförster.

6. Justizdepartement

(s. auch richterliche Behörden).

7. Polizeidepartement.

a) Der Sekretär ist zugleich Sekretär der Kantonspolizei.

b) Direktor der Strafanstalt und 1 Oberaufseher des Arbeitshauses.

c) Sanitätsrath. Präsident: der Polizeidirektor; 6 Mitglieder, 4 Suppleanten und 1 Sekretär.

d) 1 Impfstoffverwalter.

e) In jedem Bezirk 1 Bezirksarzt, 2 Adjunkte und 1 thierärztlicher Adjunkt.

f) 1 Direktor der Irrenanstalt und 1 Inspektor des Kantonsspitals.

g) Landjägerkorps: Chef 1 Hauptmann.

Ferner 1 Direktor und eine Kommission der Kantonbank.

Ein katholischer Administrationsrath und ein evangelischer Kirchenrath und Matrimonialgericht letzter Instanz; 1 katholisches Kollegium (102 Mitglieder) und eine reformirte Synode (112 Mitglieder), Prüfungskollegium.

III. Richterliche Behörden.

1. Kantonsgericht: 9 Mitglieder und 6 Suppleanten.

Höchste Instanz in bürgerlichen, administrativen und Strafrechtsfällen.

2. Die Verfassung sieht ein Kriminalgericht von 5 Mitgliedern als erste Instanz für kriminelle Strafrechtspflege vor; behält aber die Organisation der Gesetzgebung vor; dato ist das Kantonsgericht zugleich Kriminalgericht.

3. Kassationsbehörde: 5 Mitglieder, 4 Suppleanten. Hat Klage-Entscheidung über Verletzung etc. von Gesetzen durch letztinstanzliche Urtheile. Sind nicht Mitglieder des Kantonsgerichts.

4. Anklagekammer: der Justizdirektor als Präsident, 2 Mitglieder; der Justizsekretär als Schreiber.

Sind nicht Mitglieder von andern Gerichten.

5. Eine Rekurskommission. Der Kantonsgerichtspräsident und 2 Kantonsrichter.

6. Die Staatsanwaltschaft und 1 Substitut. Ersterer ist zugleich Gefangenschaftsdirektor.

¹ Amtsdauer 3 Jahre.

7. Ein öffentlicher Vertheidiger.

In jedem Bezirk: ein Bezirksgericht, eine Gerichtskommission, eine Konkurskommission, mehrere Vermittler.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

1 Bezirksammann, 1 Stellvertreter und 1 Sekretär.

Graubünden. (Referendum.)

Bevölkerung 91,782. Flächeninhalt 311,84 □ Stunden
= 7185 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende Gewalten.

1. Referendum über Gesetze und Steuererhöhungen.
2. Der Grosse Rath. 1 Mitglied auf 1300 Seelen oder auf Bruchtheile von 650. Jetzige Totalzahl 72.

Wählt u. A. den Kleinen Rath, die Standeskommission, das Kantonsgericht, den Erziehungsrath, den Sanitätsrath etc.

Hat nach jeder Versammlung den Gemeinden Bericht zu erstatten über seine Verhandlungen und Rechnung zu legen.

Für die Wahlen des Grossen Rathes ist durch die Verfassung ein Verhältniss von zwei Drittel Reformirten und einem Drittel Katholiken bestimmt.

II. Vollziehende Behörden.

1. Der Kleine Rath. Besteht aus 3 Mitgliedern und 3 Stellvertretern, vom Grossen Rathe gewählt. Amtsdauer 1 Jahr, sind für ein ferneres Jahr wieder wählbar, dürfen jedoch die Stelle nur zwei aufeinanderfolgende Jahre bekleiden.

Jedes Mitglied ist abwechselnd 4 Monate Präsident. Dürfen nicht National- oder Ständeräthe sein.

Der Kleine Rath ist die eigentliche vollziehende Regierungsbehörde; ist auch Rekursbehörde und Kassationsbehörde in gewissen Fällen von Civil- und Strafsachen.

2. Die Standeskommission. Besteht aus: dem Kleinen Rath, dessen Stellvertretern und noch 9 Mitgliedern, welche jährlich vom Grossen Rathe gewählt werden. Die Mitglieder heissen Regierungsräthe.

Wird vom Kleinen Rath einberufen zur Vorberathung der Vorlagen an den Grossen Rath und Behandlung wichtigerer Geschäfte.

Verwaltungen:

Standeskanzlei, 1 Kanzleidirektor, 1 Stellvertreter, 1 Registrator und Archivar, 4 Kanzleisekretäre.

Finanzdirektion:

1 Standesbuchhalter, 1 Standeskassier, 1 Salz- und Getränkesteuerverwalter.

Polizeidirektion:

1 Polizeidirektor (nicht Regierungsrath); ein Aktuar und ein Passkommissär.

1 Direktor der Zwangs- und Irrenanstalt in Realta. Ferner 25 Bezirkskommissäre, 6 Grenzkommissäre, 9 Passkommissäre für die Verwaltung in den Bezirken etc. Strassenwesen: 1 Oberingenieur (nicht Regierungsrath), ein Adjunkt. Ferner 3 Bezirksingenieurs.

Forstwesen: 1 Forstinspektor mit 1 Adjunkt und 1 Sekretär.

8 Kreisförster.

Sanitätswesen:

a) Ein Sanitätsrath von 5 Mitgliedern.

b) Eine Veterinärsektion von 3 Mitgliedern.

14 Bezirksärzte. 1 Kantonsthierarzt.

Schulwesen. Ein Erziehungsrath von 5 Mitgliedern vom Grossen Rath gewählt.

Kirchenwesen. Evangelischer Kirchenrath. Für den katholischen Landestheil der Bischof von Chur etc.

Militärwesen. 1 Kantonsobers, 1 Kriegskommissär und Sekretär der Militärverwaltung, 1 Zeughausverwalter.

Graubündner Kantonbank.

III. Richterliche Behörden.

1. Kantonsgericht. 9 Mitglieder und 8 Stellvertreter, auf 3 Jahre vom Grossen Rathe gewählt mit Wiederwählbarkeit. Wahl ohne Unterscheidung der Konfession. Ist Appellationshof und Strafgericht. Ein Ausschuss von Präsident und 2 Mitgl. als Strafgericht für geringere Fälle.

2. Bezirksgerichte von 7 Mitgliedern, vom Volke gewählt. Amtsdauer 3 Jahre.

3. 39 Kreisgerichte von je 7 Mitgliedern. Amtsdauer 2 Jahre. Wiederwählbarkeit, Wahl durch's Volk.

Der Präsident heisst Landammann.

4. Vermittler. Jeder Kreis bestellt 1 oder 2 Vermittler.

5. Gantrichter. In jedem Kreis wird durch das Kreisgericht 1 oder mehrere Schatzungsrichter für den Schuldentrieb auf 2 Jahre aufgestellt.

6. Schiedsgerichte über Weidrechtsstreitigkeiten, vom Kleinen Rath im Spezialfall ernannt.

7. Flösskommissionen mit richterlichen Kompetenzen in allen Flössstreitigkeiten.

8. Siehe ferner die Kompetenzen des Kleinen Rathes.

9. Instruktionsrichteramt.

10. Staatsanwalt.

VI. Allgemeine Bezirksverwaltung.

Wo besondere Kreisräthe bestehen, sind es diese, sonst aber die Kreisgerichte, welche die politischen und administrativen Angelegenheiten der Kreise besorgen.

Aargau. (Referendum und Initiative.)

Bevölkerung 198,873. Flächeninhalt 61 □ Stunden =
1405 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende Gewalt.

Grosser Rath. 1 Mitglied auf 1100, respekt. auf
Bruchzahlen von 550 Einwohnern. Totalzahl 180.

Amtsauer 4 Jahre; Präsident 1 Jahr.

Kommissionen:

1. Ein Wahlausschuss für Wahl der Grossrathskommissionen: Grossrathsbüreau und 5 Mitglieder.
2. Eine Wahlprüfungskommission von 5 Mitgliedern.
3. Staatsrechnungskommission von 5 Mitgliedern.
4. Kommission für Prüfung der gerichtlichen Jahresberichte von 7 Mitgliedern.
5. Petitionen-Kommission von 15 Mitgliedern.
6. Rehabilitations-Kommission von 5 Mitgliedern.

II. Vollziehende Gewalt.

Regierungsrath. 7 Mitglieder, wovon wenigstens
3 katholisch und 3 reformirt sein sollen. Amtsdauer 4
Jahre. „Der Präsident heisst „Landammann“, der Vize-
präsident heisst „Landstatthalter“, beide vom Grossen
Rathe auf 1 Jahr gewählt.

Der Landammann darf im folgenden Jahr nicht „Land-
statthalter“ sein.

Nur 1 Mitglied darf im Nationalrath und 1 im Stände-
rath sein. Aus einem Bezirk darf nur 1 Regierungsrath sein.

1 Staatsschreiber, 1 Rathsschreiber, beide vom Re-
gierungsrath auf 4 Jahre gewählt.

Staatskanzlei.

1 Staatsarchivar, 1 Registrator, zugleich Expedi-
tionschef.

Im Princip ist das Direktionssystem vorhanden; der
Regierungsrath hat jedoch Befugniss, auch Kommissionen
beizuordnen und Sachverständige zuzuziehen.

1. Direktion des Innern. Kanzlei.

Eine Verwaltungskommission.

- a) Abtheilung Gemeindewesen.
- b) Abtheilung Armenwesen.

Aufsichtskommission und Direktor der Heil- und Pfleg-
anstalt Königsfelden.

Badarmenkommissionen und Badarmenärzte in Baden,
Schinznach und Rheinfelden.

Bezirkssteuerkommissionen.

2. Justizdirektion. Kanzlei.

Gesetzgebungskommission 9 Mitglieder.

Strafhauskommission.

Strafanstalt Lenzburg.

3. Polizei- und Militärdirektion. Kanzlei.

Polizeikorps.

Gewerbskommission 6 Mitglieder.

Fabrikinspektionskommission 2 Mitglieder und der
betr. Bezirksamtman.

Sanitätskommission 8 Mitglieder.

Kantonale Prüfungskommissionen für Aerzte, Thier-
ärzte, Apotheker und Hebammen.

Eine Kommission für Visitation der Apotheken.

2 Experten für chemische Oberuntersuchungen.

In jedem Bezirk 1 Bezirksarzt sammt 1 Stellvertreter
und 1 thierärztlichen Adjunkt.

Militär-Verwaltungsbeamte sind pro 1874/75
noch verzeichnet nebst Instruktoren etc.:

1 Kantonskriegskommissär und Montirungsverwalter;
1 Zeughausverwalter; verschiedene Kommissionen.

4. Erziehungsdirektion. Kanzlei.

Kantonsbibliothekar und 1 Gehülfe.

Erziehungsrath von 6 Mitgliedern.

Verschiedene Aufsichtskommissionen.

9 Inspektoren der Kantonsschule.

8 Bezirksschul-Inspektoren (als Nebenamt).

1 Bibliothekskommission. Verschiedene Prüfungskom-
missionen.

Bezirks-Schulräthe von je 7 Mitgliedern.

21 Schul-Inspektoren der Primarschulen (nur als
Ehrenamt).

5. Finanzdirektion. Kanzlei.

Rechnungskanzlei:

Der Staatsbuchhalter und 5 Rechnungsrevisoren.

Staatskassa-Verwaltung:

Der Staatskassaverwalter; 1 Staatskassabuchhalter

1 Gehülfe und 1 Abwart; 11 Bezirksverwalter.

Verwalter verschiedener Spezialfonds.

Verschiedene Klostersgutsverwalter.

**6. Staatswirthschaftsdirektion. Kanzlei. 1 Ober-
förster und 1 Adjunkt.**

6 Kreisförster

Eine Landwirthschaftskommission von 6 Mitgliedern
Prüfungskommission für Forstkandidaten.

Expertenkommissionen für

a) Rindviehschauen 4 Mitglieder, fünftes aus den be-
treffenden Bezirken,

b) Pferdeschauen 3 Mitglieder.

Schätzungsbehörde für Brandassekuranz:

a) eine „Oberschätzungsbehörde“ von 3 Mitgliedern
wovon das 3. vom Gebäudeeigenthümer bezeichnet

b) Die ordentliche Schätzungsbehörde.

Je 3 Kreisschätzer in 4 Kreisen.

7. Baudirektion. Kanzlei.

Baukommission von 4 Mitgliedern.

1 Hochbaumeister und 1 Adjunkt.

1 Kantons-Ingenieur für Strassen- und Wasserbau sammt 1 Adjunkt.

4 Kreisingenieurs.

Kirchliche Behörden. Keine Direktion. Reformirte: Ein Kirchenrath von 9 Mitgliedern, wovon 1 Regierungsrath Präsident ist.

Synodalausschuss 8 Mitglieder.

Reformirte Synode.

Katholischer Kirchenrath 9 Mitglieder; Präsident ein Regierungsrath.

Eine besondere Kanzlei-Inspektion, bestehend aus dem Landammann und dem Staatsschreiber, von Amteswegen.

III. Richterliche Gewalt.

1. Obergericht 9 Mitglieder, wovon wenigstens 4 reformirt und 4 katholisch. Präsident und Vizepräsident vom Grossen Rath auf 1 Jahr gewählt. Die Obergerichter müssen 30 Jahr alt sein und entweder in einer Rechtsschule Rechtswissenschaft studirt oder 4 Jahre Mitglied oder Aktuar einer obern gerichtlichen oder vollziehenden Behörde oder eines Bezirksgerichts gewesen sein. Nur 2 Mitglieder dürfen in der Bundesversammlung sein.

Obergerichtskanzlei. Der Obergerichtsschreiber und 1 Stellvertreter vom Obergericht gewählt.

Das Obergericht theilt sich in:

Kriminalgericht 3 Mitglieder, Obergerichter; wird vom Grossen Rath auf 4 Jahre gewählt; bildet mit 12 Geschwornen das Schwurgericht für den ganzen Kanton.

Anglagekammer 3 Mitglieder. Obergerichter ist nur der Präsident, die 2 andern Mitglieder sind Gerichtspräsidenten.

Kassationsgericht 5 Mitglieder (Obergerichter).

Im Fernern theilt sich das Obergericht in folgende Kommissionen, auf eine Amtsdauer von je 1 Jahr.

- a) für Zuchtpolizeifälle 4 Mitglieder,
- b) Verwaltungsstreitigkeiten 3 Mitglieder,
- c) Prüfung der Anwälte 3 Mitglieder,
- d) „ „ Notare 3 Mitglieder.
- e) Moderationskommission 3 Mitglieder.
- f) 1 Rechnungsrevisor (Obergerichter).

2. Die 11 Bezirksgerichte bestehen aus 5 Mitgliedern vom Volke gewählt. Für den Präsidenten gelten die Bedingungen der Studien wie oben für die Obergerichter citirt.

Dem Gesetz ist vorbehalten, die Rechtspflege in Handels-, Handwerks- u. Flurverhältnissen besonders zu ordnen.

3. 11 Bezirksgerichtspräsidenten.

Friedensrichter in jedem der 50 Kreise und 1 Statthalter als Stellvertreter. Kompetenz in Streitsachen bis Fr. 40 Werth.

Staatsanwaltschaft. 1 Staatsanwalt, 1 Substitut und 1 Aktuar.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

11 Bezirke. Je 1 Bezirksamtmann, 1 Amtsstatthalter; Kanzlei: 1 Amtsrevisor, 2 Amtsschreiber, 1 Amtsweibel. Ferner 1 Bezirksschulrath, 1 Bezirksverwalter (Finanzbeamter).

Thurgau. (Referendum und Initiative.)

Bevölkerung 93,300. Flächeninhalt 42,88 Stunden = 988 Kilometer.

Abstimmung über alle Gesetze, Konkordate, Grossrathsbeschlüsse über einmalige Ausgabe von Fr. 50,000 oder jährlich wiederkehrende von Fr. 10,000¹.

I. Gesetzgebende und aufsehende Behörde.

Grosser Rath. 1 Abgeordneter auf 250 Stimmberechtigte, resp. auf Bruchzahlen von über 125. (Man beachte die Abweichung der Repräsentation, welche hier nach der Zahl der Stimmberechtigten festgesetzt ist. Bei richtiger Registerführung eine richtigere Repräsentation.)

Die Gesamtzahl, dato 96, darf während einer Amtsdauer nicht verändert werden.

Kommissionen:

- a) Gesetzgebungskommission 7 Mitglieder.
- b) für Prüfung der Rechenschaftsberichte und zur Untersuchung der Geschäftsführung der Behörden und Kanzleien, 7 Mitglieder.
- c) Zur Prüfung der Staatsrechnungen, Budgets und Nachtragskredite, 7 Mitglieder.
- d) Petitionskommission, 5 Mitglieder.

II. Vollziehende Behörde.

Regierungsrath. 5 Mitglieder vom Volk durch Stimmenmehrheit des Kantons gewählt. Präsident und Vizepräsident vom Grossen Rath auf 1 Jahr ernannt.

Nur 1 Regierungsrath darf in der Bundesversammlung sein.

Eine besondere Kompetenz ist die, ausnahmsweise für besondere Geschäfte Sachkundige zu gebrauchen.

Staatskanzlei:

Staatsschreiber vom Grossen Rath gewählt. 1 Registrar; 3 Regierungssekretäre etc.

Departemente:

1) Für die innern und volswirtschaftlichen Angelegenheiten. Kanzlei.

Abtheilung Volkswirtschaft.

1 Experte für den technischen Theil des Geometerwesens.

Expertenkommission für die kantonalen Viehschauen, 3 Mitglieder.

*) Die Amtsdauer ist für alle Behörden und Beamte 3 Jahr.

Kommission für Ueberwachung und Hebung der Pferdezucht, 3 Mitglieder.

Sogen. „Geschäftsführer“ beider Kommissionen ist dieselbe Persönlichkeit.

Abtheilung Sanitätswesen.

Je 1 Bezirksarzt, 1 ärztlicher Adjunkt und 1 thierärztlicher Adjunkt in den 8 Bezirken.

Finanzdepartement.

Kassier, Adjunkt, Buchhalter, Revisor.

Unter dem Departement stehen zwei Spitalverwaltungen.

8 Bezirkssteuerkommissäre.

Staatsforstverwaltung: 1 Kantonsforstmeister.

Staatsförster und Forstgeldbezüger in 8 Revieren.

Strassen- und Baudepartement. Kanzlei.

Strasseninspektorat: 1 erster und 1 zweiter Beamter.

Spezialkommission für Leitung der Thurkorrektur.

Je 2 Bezirksschätzer für Gebäudeassekuranz.

3 Experten zur Untersuchung der Blitzableiter.

Departement für das Erziehungs- und Kirchenwesen.

Schulsynode: besteht laut Verfassung aus der gesammten Lehrerschaft und hat das Recht der Begutachtung und Antragstellung bei Festsetzung des Lehrplanes und der Lehrmittel.

Verschiedene Schulkommissionen.

8 Inspektoren der Primarschulen.

4 „ „ Sekundarschulen.

3 „ „ landwirtschaftlichen Fortbildungsschulen.

Expedition der Lehrmittel: 1 Expeditör und 1 Rechnungsführer.

Militärdepartement.

Zeughausverwalter. Kriegskommissär.

Justizdepartement.

Strafanstalt: Verwalter.

Kantonalgefängnis: 1 Gefangenwart.

Polizeidepartement.

Zwangsarbeitsanstalt.

Maass- und Gewichtsfichter.

Departement für das Vormundschafts- und Armenwesen.

Ferner: eine Bibliothekkommission.

Konfessionelle Behörden.

Beide Landeskirchen ordnen ihre Kultusverhältnisse selbstständig; in gemischten Verhältnissen unter Oberaufsicht des Staates.

Evangelische: 1 Volkssynode.

Ein Kirchenrath aus Laien und Geistlichen.

Katholische: 1 Synode, 1 Kirchenrath, beide gemischt.

Eine besondere Kommission zur Entscheidung von Administrativstreitigkeiten in gemischten Kirchgemeinden 5 Mitglieder und 1 Aktuar, 1 vom Grossen Rath als Vorstand, 2 vom evangel. Kirchenrath und 2 vom kathol. Kirchenrath gewählte Mitglieder.

III. Richterliche Behörden.

1. Kantonale.

Obergericht. 7 Mitglieder vom Grossen Rath gewählt. Hat u. A. das Vorschlagsrecht für die Zivil- und Strafgesetzgebung.

Obergerichtskanzlei: Obergerichtsschreiber ist ein Mitglied des Obergerichts.

Die Mitglieder des Obergerichts bilden

a) eine Rekurskommission, 3 Mitglieder,

b) das Kassationsgericht, bestehend aus den Mitgliedern und Ersatzmännern, welche in der betr. Prozedur nicht schon thätig gewesen,

c) eine Kriminalkammer von 3 Mitgliedern.

2. Ferner besteht: eine Anklagekammer von 3 Mitgliedern, wovon der Vorstand des Justizdepartements Vorstand ist.

3. Staatsanwaltschaft und 1 Stellvertreter.

4. Verhörriechteramt.

5. 1 Kriegsgericht.

6. 8 Bezirksgerichte aus je 5 Mitgliedern. 32 Suppleanten und 1 Gerichtsschreiber.

7. Bezirksgerichtliche Kommissionen für geringere Civil- und Straffälle.

8. Bezirksgerichtspräsidenten.

9. Friedensrichter je 1 per Kreis. Besorgt zugleich den Rechtstrieb.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

In 8 Bezirken je:

1 Bezirksstatthalter und 1 Stellvertreter.

1 Bezirksrath; die Bezirksstatthalter als Präsidenten und je 2 Mitglieder und 2 Suppleanten. Als Kreisbeamte führt der Staatskalender die Notare auf.

Tessin. (Veto.)

Population domiciliée 121,591, population de fait 119,619.

Superficie 123,07 lieues carrées = 2836 kilom. carrées.

I. Pouvoir législatif.

Le Grand Conseil (Gran Consiglio) composé de 114 députés nommés pour 4 ans par la population des cercles politiques. Aucune loi d'imposition et aucune augmen-

tation des impôts ne peut être sanctionnée par le Grand Conseil que par le vote affirmatif d'au moins 76 membres. Le président s'appelle: „Il Landamano Presidente“.

Les membres du Conseil reçoivent de l'Etat une indemnité annuelle de frs. 100.

Chancellerie du Grand Conseil: le secrétaire-rédacteur (Segretario-Redattore).

II. Pouvoir exécutif.

Conseil d'Etat. (Consiglio di Stato.) Il est composé de sept membres, nommés pour 4 ans par le Grand Conseil.

L'un des membres a la charge de *Secrétaire de l'Etat*¹.

Un autre membre a la charge spéciale de „rédacteur des projets de lois“.

Chancellerie d'Etat. (Cancelleria di Stato.)

- a) 1 secrétaire du Conseil (Redattore presso il Consiglio di Stato).
- b) Chancellerie (Ufficio di corrispondenza e spedizione): 1 secrétaire, etc.
- c) Archives (Archivio cantonale), 1 archiviste.
- d) Ufficio del Protocollo governativo.

Départements:

1. *Département de l'Intérieur.* (Interno coi rami Igiene Beneficenza e Statistica.)

Affaires sanitaires, assistance des pauvres et statistique.

Une commission de santé de 6 membres; président: le chef du département. 2 commissions pour la visite des pharmacies.

2. *Département de la Justice et des Cultes.* (Giustizia e Culto.)

(Voir plus bas: le juge d'instruction et le ministère public.)

Directeur du pénitencier à Lugano.

Intendance des hypothèques et des archives notariales.

3. *Département de l'Education.*

a) Conseil d'éducation (Consiglio di pubblica educazione); 8 membres, président: le chef du département.

b) Inspecteurs dans 16 cercles.

4. *Militaire.*

Direction de l'Arsenal; Commissaire des guerres. Tribunaux militaires.

5. *Département des constructions publiques, de l'agriculture et des forêts.*

a) Bureau: 1 chef technic, 2 ingénieurs d'arrondissement.

b) Inspection des forêts:

1 inspecteur cantonal.

3 inspecteurs de district.

c) Surveillance des routes: deux divisions et cinq sections.

d) Conseil cantonal pour l'agriculture: 8 membres; président: le chef du département.

Sociétés d'agriculture et des forêts dans 9 districts.

6. *Département des Finances.* (Finance colle sezioni Patrimonio et Debito publico.) Bureau.

Directeur de l'imprimerie et de la lithographie cantonale.

Contrôle des droits de consommation.

Régie du sel.

7. *Département de la contrôle.* Directeur un Conseiller d'Etat; 1 secrétaire et 1 adjoint.

Caisse cantonale.

Une chambre de commerce de 6 membres; le chef du département est le président.

Banque cantonale.

8. *Département de la police.*

III. Pouvoir judiciaire.

1. *La cour suprême;* composée de 9 membres, nommés pour 4 ans.

a) Chambre d'appel civile comprend la cour suprême in pleno.

b) Chambre d'accusation, composée de 3 membres, présidée par le président ou le vice-président de la cour suprême.

c) Chambre d'appel correctionnelle, composée de 7 membres.

d) Chambre criminelle, composée de 3 membres.

e) Cour de cassation pénal: 3 membres.

f) Commission de surveillance: le président de la cour suprême et 4 membres; surveillance des avocats, notaires, des juges de paix, etc.

2. Tribunaux de districts.

Dans 5 districts il existe des „tribunaux pénales“ à part.

3. Juges de paix.

4. Le ministère public, avec 2 substituts.

5. Le juge d'instruction et 2 substituts.

Figurent à l'état du département de la Justice et des Cultes.

IV. Administration des districts.

1 commissaire et 1 substitut dans chacun des huit districts (Commissari et Ordinanze).

¹) Révision partielle de 1855.

Vaud.

(Veto et referendum facultatif sur la demande de 6000 citoyens ou par décision du Grand Conseil.

Population 231,700. Superficie 139,88 lieues carrées = 3223 kilom. carrées.

I. Pouvoir législatif¹.**1. Le Grand Conseil.**

1 membre sur 1000 habitants; nombre total actuel 235.

Le secrétaire et son suppléant sont choisis dans le sein du Grand Conseil, un sous-secrétaire est pris hors du corps.

II. Pouvoir exécutif¹.

Conseil d'Etat. 7 membres nommés par le Grand Conseil. Un membre seulement peut faire part du Conseil des Etats fédéral. On ne peut choisir plus de 2 membres domiciliés dans le même district.

Chancellerie d'Etat et Archives cantonales.

1 chancelier d'Etat, 1 secrétaire-rédacteur (pour une année); 1 archiviste, 1 aide-archiviste et 3 secrétaires.

*Sept Départements:***1. Département de Justice et de Police.**

Secrétaire en chef et 3 sous-secrétaires.

Bureau des étrangers.

Directeurs des établissements de détention et 1 inspecteur.

Une commission de clémence; président le chef du département, 6 membres, le président du tribunal cantonal: le procureur général, etc.

2. Département de l'Instruction publique et des Cultes. 3 secrétaires.

Un synode cantonal.

3. Département de l'Intérieur.

a) Bureau: 3 secrétaires.

b) Bureau des secours publics.

c) " de police sanitaire.

d) Conseil de santé: le chef du département comme président et 12 membres.

e) 3 officiers de santé et 4 directeurs des établissements de secours publics.

4. Département de l'Agriculture et du Commerce.

Bureau: 3 secrétaires dont l'un est

Chef du bureau de statistique.

Inspecteur général des forêts.

3 inspecteurs et des sous-inspecteurs-forestiers.

5 experts-forestiers.

5. Département militaire.

4 secrétaires.

Commissariat des guerres.

Une commission et un bureau topographique.

6. Département des travaux publics.

Bureau: 1 contrôleur et 3 secrétaires.

Ponts et chaussées:

1 ingénieur cantonal.

Un bureau de 9 employés.

2 inspecteurs de division.

4 inspecteurs des bâtiments de l'Etat.

7. Département des Finances.

Bureau: 1 secrétaire en chef, 1 du contrôle et 2 autres secrétaires.

Bureau de comptabilité:

1 secrétaire en chef et 3 secrétaires.

Bureau et atelier du timbre.

Bureau des plans et cadastres.

Administration des sels.

III. Ordre judiciaire.

1. *Tribunal cantonal.* 9 membres. Le tribunal nomme ses présidents et 3 suppléants.

Division: Cour civile. 5 à 7 membres.

Cour de cassation civile: 9 membres.

Cour de cassation pénale: 3 à 5 membres.

Tribunal d'accusation: 3 membres.

2. 19 tribunaux de district: 1 président et 4 membres, nommés par le tribunal cantonal.

3. Juges de paix: 1 par cercle, nommé par le tribunal cantonal.

4. Justice de paix; une par cercle, président le juge de paix et 4 assesseurs, nommés par le tribunal cantonal.

Justice pénale.

5. Le tribunal criminel: formé du président du district respectif et de 4 présidents des districts voisins.

6. Le tribunal correctionnel est composé du président du tribunal du district respectif et de 2 juges de ce tribunal.

7. Le tribunal de police: le président et 2 juges à tour de rôle.

8. Le président du Tribunal de district: compétences personnelle, juge d'instruction, etc.

Ministère public.

Le procureur-général, 1 substitut et 1 secrétaire.

3 procureurs d'arrondissement.

IV. Administration de district.

1 préfet et 1 substitut dans 20 districts.

Receveurs de l'Etat dans 19 districts.

¹) Durée de la fonction: 4 ans.

Wallis (dato Finanzreferendum, im Uebrigen repräsentative Demokratie).

Bevölkerung 96,887. Flächeninhalt 227,74 □ Stunden = 5247 □ Kilometer.

I. Gesetzgebende Gewalt.

Grosser Rath, 1 Grossrath auf 1000 Seelen, gegenwärtige Totalzahl 96. 2 Sekretäre aus seiner Mitte gewählt.

II. Vollziehende Behörde.

Staatsrath, 5 Mitglieder. Mitglieder und Präsident vom Grossen Rathe ernannt.

Staatskanzlei.

1 Staatskanzler und ein Vice-Staatskanzler (Rathschreiber); 1 Archivar.

Departemente:

1. Departement des Innern.
1 Sanitätsrath von 5 Mitgliedern.
2. Departement des öffentlichen Unterrichts.
Ein Erziehungsrath von 3 Mitgliedern.
3. Justiz- und Polizeidepartement. Zuchthausverwaltung; Landjägerkorps.
4. Finanzdepartement. Kantonsbuchhaltere.
Staatskasse.
Kontrolleur der Steuerverwaltung.
Sekretär für Stempelpapier (Chef des Stempelbureau's).
5. Departement der öffentlichen Arbeiten.
1 Kantonal-Ingenieur.
2 Sektions-Ingenieure.
1 Oberförster und 2 Forst-Inspektoren.
6. Militärdepartement.
Zeughaus-Verwaltung; Kriegskommissär, 2 Sekretäre,
Chef des Materiellen.

Ein Verwaltungsgericht, bestehend aus den Mitgliedern des Staatsrathes und 3 Suppleanten, urtheilt erst- und letztinstanzlich über alle Verwaltungsstreitigkeiten, insbesondere über Genuss und Vertheilung der Gemeindegüter, Entrichtung von Steuern etc. etc. Ein spezieller Referent leitet das Vorverfahren; nur bei sehr wichtigen Händeln mündliche Hauptverhandlung. Ein Gutachten des Referenten und ein solches vom betreffenden Departement.

III. Richterliche Gewalt.

1. Das Kantonsgericht. 9 Mitglieder. Jährlich vier Sessionen zu durchschnittlich 2 Wochen.

Die Mitglieder werden mit Taggeldern entschädigt.

Urtheilt als oberste Appellationsinstanz in allen Civil- und Strafhandeln.

Trennung von Kammern ist nicht vorhanden; kein Kassationsverfahren.

Als Handelsgericht wird oft dasjenige von Genf angerufen. Noch kein Schwurgericht.

2. 13 Bezirksgerichte von 5 Mitgliedern, zugleich Konkursgerichte.

Werden vom vereinten Staatsrath und Kantonsgericht gewählt.

3. Bezirksgerichtspräsidenten (Einleitung des Verfahrens und der Untersuchungen).

4. Polizeigericht in jeder Gemeinde, von drei Mitgliedern für Vermittlung von Injuriensachen.

5. Friedensrichter.

Verwaltungsgericht s. oben.

IV. Allgemeine Bezirksverwaltung.

1 Regierungsstatthalter (Präpekt, Zehndenhauptmann).

Ein Bezirksrath aus Abgeordneten der Gemeinden (1 auf 300 Seelen); Vorsitzender: der Präpekt.

Neuchâtel.

Population 97,248. Superficie 35,06 lieues carrées = 808 kilom. carrés.

Référendum pour toute engagement financier dépassant frs. 500,000, et pour tout changement aux bases fondamentales de l'organisation ecclésiastique.

I. Pouvoir législatif.

Grand-Conseil, 1 député sur 1000 âmes; nombre total actuel 103.

2 secrétaires et 4 questeurs forment le bureau.

1 secrétaire-rédacteur.

II. Ordre-exécutif.

Conseil d'Etat. 7 membres nommés pour 3 ans.

L'un des membres fonctionne comme secrétaire d'Etat.

Chancellerie d'Etat. Directeur un membre du Conseil d'Etat; 4 secrétaires; un archiviste-registrateur.

Départements. Le directeur d'un département avec deux autres membres du Conseil d'Etat (comme suppléants) forment ensemble le Conseil du département. Le secrétaire du département assiste aux séances de ce conseil et en tient le procès-verbal.

Chaque département a son secrétaire.

1. *Département de justice*.

2 conservateurs des hypothèques et du cadastre.

2. *Département de police*.

Gendarmerie: 1 commandant.

3. *Département des finances, forêts et domaines.*

Caissier de l'Etat; teneur des livres; 2 secrétaires.
 Inspecteur des forêts et domaines de l'Etat.
 Bureau de sels.
 Bureau des archives de l'Etat.
 Une commission d'administration des fonds spéciaux du clergé.
 6 délégués du Synode.

4. *Département des travaux publics.*

Ingénieur cantonal et 4 aides-ingénieurs.
 Architecte cantonal.
 Inspecteur du cadastre.
 4 conducteurs de route.
 Une commission d'Etat des mines d'asphalte.
 Chambre d'assurance contre les incendies: président le directeur du département; 1 secrétaire-caissier; 12 assesseurs.

5. *Département militaire.*

1^{er} secrétaire et commissaire des guerres. 3 autres secrétaires.

6. *Département de l'intérieur et des forêts.*

Inspecteur général des forêts.
 Commission d'Etat de santé: président le chef du département, 11 membres.
 Commission de surveillance des machines à vapeur et des usines à gaz.

7. *Département de l'instruction publique et des cultes.*

2 inspecteurs des écoles primaires.
 Une commission consultative pour l'enseignement supérieur.

Une commission consultative des écoles secondaires et industrielles.

Une commission consultative pour l'instruction primaire: 3 membres dans chaque district.

Une commission d'examen.

Directeur de l'observatoire.

III. *Ordre judiciaire.*

1. Cour d'appel civile et cour de cassation en matière pénale: 7 membres.

a. Cour d'appel et de cassation civile, 5 membres.

b. Chambre d'accusation, 3 membres.

c. Cour de cassation pénale, 5 membres.

Deux maisons de détention.

2. 6 tribunaux de district. Le président et deux juges procèdent à l'instruction en matière pénale.

Le tribunal de police est composé de 3 membres; le tribunal correctionnel de 5 membres.

3. 18 juges de paix.

4. Un juge d'instruction.

5. Le ministère public.

IV. *Administration générale des districts.*

Un préfet et un substitut. Conseillers de préfecture; dans les communes ou municipalités où ne siège pas le préfet, le Conseil d'Etat nomme un représentant de l'autorité exécutive qui est l'agent direct du préfet.

Genève (Démocratie représentative).

Superficie 12,27 lieues carrées = 283 kilom. carrés.

Population 93,239.

I. *Pouvoir législatif.*

Les électeurs du canton forment ensemble le *Conseil général* qui vote sur tous les changements et additions à la constitution et qui nomme les membres du pouvoir exécutif.

Grand Conseil. 1 député pour 666 habitants et 1 sur une fraction de 333 têtes. Mais, si, d'après cette disposition le nombre des membres devrait être supérieur à 100, il ne sera nommé qu'un député sur 800, resp. plus de 400 habitants. Nombre total actuel: 116.

Une commission législative de 6 membres

" " de grâce " 17 "

" " des pétitions de 7 membres

" " taxatrice.

7 députés sont visiteurs honoraires des prisons.

II. *Pouvoir exécutif.*

Conseil d'Etat. 7 membres nommés directement par les électeurs. Durée de la fonction 2 ans avec rééligibilités.

Chancellerie d'Etat.

Un chancelier du canton, nommé par le Conseil d'Etat; il a voix consultative dans les séances du Conseil d'Etat.

Un chef de bureau; deux commis etc.

Un traducteur; un archiviste.

Départements.

1. *Département militaire.* Secrétaire.

Commissaire des guerres.

Directeur des arsenaux.

2. *Département des finances et du commerce.* Secrétaire; un caissier; un teneur de livres.

Administration des entrepôts.

Un commissaire de la bourse.

3. *Département des contributions publiques.* Secrétaire et bureau.

Enregistrement et timbre: 1 directeur, 1 receveur, 1 caissier, sous-receveurs et bureau.

Régie des sels: un receveur et 2 commis.

Taxation de contributions: un chef de bureau, 2 commis informateur et bureau.

Recouvrement: 2 huissiers.

Nouveau cadastre: un directeur conservateur; 1 géomètre, 1 dessinateur et bureau.

4. *Département de l'instruction publique.*

Un secrétaire général; 1 secrétaire; bureau; 3 inspecteurs des écoles; une inspectrice de couture. Ecoles, gymnases, université, observatoire.

5. *Département de justice et police.*

Un secrétaire sous-directeur de la *police centrale*. 2 commissaires et 1 inspecteur de police. 1 agent-commissaire; bureau de l'administration.

Vérificateur des poids et mesures.

1 sous-inspecteur de police caserné.

1 inspecteur cantonal de la boucherie.

Bureau des étrangers: 1 secrétaire et bureau.

Gendarmerie: major en chef.

6. *Département de l'intérieur.*

Secrétariat et Bureau.

Administration du culte protestant et du culte catholique.

Consistoire: 25 membres laïques et six pasteurs, nommé par les électeurs protestants.

Administrations des deux prisons.

„ de la maison cantonale des aliénés.

Affaires sanitaires. Epizooties: 1 médecin-vétérinaire cantonale, 1 inspecteur du bétail à la gare de Genève; inspecteurs du bétail.

Salubrité publique: un médecin-inspecteur; 2 agents; 11 médecins-vaccinateur.

Intendances du palais électoral et du palais de justice.

6. *Département des travaux publics.*

Un directeur; 1 géomètre; 1 inspecteur des routes; secrétaire; dessinateur; 1 inspecteur des bâtiments civils et des constructions dangereuses ou insalubres; teneur de livres.

III. Pouvoir judiciaire.

1. Cour de justice civile, criminelle et correctionnelle: 1 président et 2 juges, 1 greffier et 1 commis assermenté.

2. Tribunal civil cantonal: 1 président et deux juges; 1 greffier et 1 commis-greffier.

3. Justice de paix: 4 juges de paix avec 4 greffiers.

4. Tribunal de commerce: 1 président et 8 juges; 1 greffier et 1 commis-greffier.

5. Parquet: Le procureur-général; 2 substituts; 1 huissier et un agent de police.

6. Cabinet du juge d'instruction: le juge d'instruction; 1 greffier, 1 commis-greffier, 1 huissier et 1 agent de police.

IV. Administration des districts.

Le canton ne forme qu'un district quant à l'administration générale; pour les élections le canton est divisé en trois cercles électoraux.

(Schluss mit Generalübersicht und statistischer Vergleichung folgt.)

Recherches sur le mouvement de la population de la ville de Genève de 1845 à 1872.

Avec dix tableaux graphiques.

Par le docteur P. L. Dunant, professeur d'hygiène à l'Université de Genève.

Table des matières.

Il est difficile de donner à notre travail de statistique analytique une conclusion unique et résumée de son ensemble. Essentiellement composé d'une succession de conclusions partielles, dont chacune montre une face particulière de l'envahissement pacifique de Genève par ses nouveaux habitants, nous ne pouvons qu'indiquer ici au lecteur les différentes faces que nous avons successivement étudiées. C'est dans l'article intitulé: „Accroissement comparé de la population des mariages, des naissances et des

décès“ que se trouve résumé la conclusion la plus générale de notre travail, mais on ne peut en avoir une idée exacte qu'en le lisant dans son entier.

Introduction.

Chapitre I. Population de la ville de Genève.

I. Population totale.

Population à différentes époques.

II. Population classée par nationalité.

1) Population genevoise.

Naturalisations genevoises.